

Conférence de presse conjointe de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et Thabo Mbeki, Président de la République d'Afrique du Sud, sur les relations franco-sud africaines et franco-africaines, la situation des otages détenus par les FARC en Colombie et sur la non prolifération des armes nucléaires, Le Cap le 28 février 2008.

M. THABO MBEKI - Nous sommes particulièrement heureux de cette visite puisqu'elle confirme la qualité de nos relations comme vous avez pu le voir avec tous les accords qui viennent d'être signés. Ces accords montrent que nous sommes décidés à approfondir nos relations tant dans le domaine politique qu'en matière économique, en matière de sciences et de technologie, d'énergie, dans le domaine militaire, nos relations bilatérales ainsi que nos relations avec tous les autres pays du monde.

Je tiens à faire part à Monsieur le Président de notre satisfaction pour la façon dont vous avez toujours montré clairement et rapidement votre capacité à répondre à nos questions et à nos demandes. Nos amis Sud-africains sont tous conscients du problème qui se pose ici en matière d'électricité. Je vous fais part de notre besoin d'avoir le plus rapidement possible des ingénieurs pour nous aider à surmonter ce problème. Monsieur le Président, vous avez répondu immédiatement de manière positive, ce qui montre une fois encore, la qualité de nos relations. Nous avons aussi parlé de la situation qui nous préoccupe tous deux au Darfour, et nous sommes convenus immédiatement que nous devrions agir de concert pour assurer l'amélioration de cette situation. Ce sont là, je le répète, des exemples de la qualité de nos relations et de la rapidité avec laquelle vous êtes prêt à répondre à nos demandes.

Pour conclure, je tiens à répéter que je suis convaincu que votre visite va nous permettre de consolider les excellentes relations bilatérales entre nos deux pays. Elle va nous aider à lever les défis qui se posent à nous ici en Afrique du Sud, ainsi que sur tout le continent africain.

Encore une fois, merci. Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

LE PRESIDENT - Merci Monsieur le Président. Mesdames et Messieurs, quelques mots brefs. D'abord nous avons procédé à un très large tour d'horizon, le Président MBEKI et moi-même. Je dois dire qu'il n'y a aucune différence d'appréciation sur aucun des dossiers que nous avons envisagés.

L'Afrique du Sud est devenu notre premier partenaire économique en Afrique. Nous avons signé des accords très importants en matière énergétique, avec notamment une centrale pour un 1,4 milliard d'euros et, dès la semaine prochaine, une équipe d'ingénieur d'EDF et d'Areva se rendra en Afrique du Sud pour aider nos amis sud-Africains à faire face à la crise d'approvisionnement en électricité. Cela bien évidemment, indépendamment des très importants appels d'offres auxquels participeront Areva, EDF, Bouygues et Alstom.

L'Afrique du Sud est devenu un partenaire absolument incontournable dans le règlement des crises africaines. Le Président MBEKI m'a fait part d'un message du Président PECHU pour

crises africaines. Le Président MBEKI m'a fait part d'un message du Président DEONIR nous invitant, la France et l'Afrique du Sud, à nous rendre au Soudan dans le cadre de la crise du Darfour et de la situation au Tchad. C'est bien volontiers que j'ai accepté, en cohérence avec la proposition de médiation que j'ai faite hier à N'Djamena d'envoyer une délégation au Soudan dans les tous prochains jours en compagnie de nos amis Sud-Africains.

La France pense que le monde a besoin de l'Afrique du Sud pour les règlements des grandes crises du monde. Et je répète ici au Cap, que je trouve proprement invraisemblable qu'on puisse imaginer vouloir régler les grandes questions du monde sans faire la place à un seul pays d'Afrique, je pense au G8, à un seul pays d'Amérique du Sud, à l'Inde, à la Chine, sans parler du Mexique. J'ai dit au Président MBEKI que j'étais totalement solidaire de la position du G5 qui souhaite avoir mieux qu'un déjeuner de fin de sommet après trois jours de sommet du G8. J'entends bien qu'on ne peut pas changer les choses tout de suite, mais je demande qu'on fasse la place à l'Afrique. Naturellement, à l'Afrique du Sud, même si ce n'est pas à moi de désigner, bien sûr, le représentant de l'Afrique. Mais il se trouve que dans le G5, le représentant de l'Afrique, c'est l'Afrique du Sud.

A ce titre, nous avons longuement parlé de la situation en Iran. J'ai dit au Président Thabo MBEKI que nous avons besoin de lui, de l'Afrique du Sud pour avoir l'unanimité sur la troisième résolution prévoyant des sanctions. J'ai dit que notre attitude n'était pas du tout agressive à l'égard de l'Iran, mais qu'il fallait faire quelque chose pour éviter le pire. Et que nous avons besoin d'un consensus international. Et l'Afrique du Sud qui présidera le Conseil de Sécurité pouvait jouer un rôle décisif.

QUESTION - (inaudible)

M. THABO MBEKI - Non, aucun marché d'armes n'a été discuté. C'est une question qui ne s'est pas posé.

QUESTION - (inaudible)

LE PRESIDENT - Je me suis excusé auprès du Président d'avoir une question un peu en dehors de mon voyage, mais qui est dû à l'urgence. J'ai bien entendu les témoignages des deux otages libérés, Monsieur PEREZ et Gloria POLANCO. Je veux employer des mots forts, mais qui sont vrais et justes : ces témoignages sont accablants. Ils sont accablants par cette cruauté et cette barbarie qui soulève le cœur. Il faut que les FARC le sachent et le comprennent, le martyr qu'ils imposent à Ingrid BETANCOURT, c'est un martyr qu'ils infligent à la France. En décembre, il y a presque trois mois, j'ai lancé un appel au chef de la guérilla, Manuel MARULANDA, pour qu'il libère les otages et depuis, il y a eu ces libérations, ces six otages rendus à la vie. J'en ai remercié les FARC. J'avais lancé un appel aussi pour que notre compatriote Ingrid BETANCOURT soit libérée. Je veux renouveler cet appel pressant. Aujourd'hui j'appelle les FARC à libérer sans délai Ingrid BETANCOURT. Il s'agit d'une question de vie ou de mort. Il s'agit d'une question d'urgence humanitaire. Ils ne peuvent pas laisser mourir cette femme.

Je veux m'adresser également au Président CHAVEZ dont je salue l'implication et les efforts qui ont permis de rendre hier à la vie quatre otages de plus. Je demande au Président CHAVEZ, comme je lui ai dit au téléphone encore il y a quelques jours, d'user de toute son influence pour sauver la vie d'Ingrid BETANCOURT. J'ai entendu son appel au FARC hier soir, je le relaye avec force. Je me suis entretenu avec lui. Et je suis près, comme le souhaite le Président CHAVEZ, si c'est la condition de sa libération, à aller moi-même à la frontière du Venezuela et de la Colombie chercher Ingrid BETANCOURT si ce devait être une condition qui est émise par les FARC.

La France va rester mobilisée jusqu'à la sortie du dernier otage. Je m'y engage personnellement. Mais le sort d'Ingrid BETANCOURT dont j'ai eu la fille Mélanie au téléphone cette nuit, alors que je volais entre le Tchad et l'Afrique du Sud où elle m'a fait part, et c'est bien compréhensible, de son angoisse, puisqu'elle était bouleversée.

Le sort d'Ingrid relève d'un geste humanitaire et non pas d'un accord humanitaire. C'est aujourd'hui très clairement une course contre la mort qui est engagée. Et chacun est devant ses responsabilités. Il y aura ceux qui ont tout fait pour sauver Ingrid et il y aura ceux qui porteront la responsabilité de sa mort. On ne peut plus attendre. La France est engagée pour un accord humanitaire une fois qu'Ingrid BETANCOURT sera libre.

Vous avez compris, avec toutes mes excuses pour le Président Thabo MBEKI, que je prends les témoignages des otages extrêmement au sérieux. La situation d'Ingrid BETANCOURT se dégrade de jour en jour. A quoi cela aurait-il servi d'obtenir une preuve de vie si elle y laisse sa vie. Maintenant il faut que toutes les bonnes volontés s'y mettent. J'espère que chacun a compris qu'on a besoin du Président CHAVEZ aussi. Et je le remercie très sincèrement de ce qu'il a fait. J'aurai l'occasion d'en parler aujourd'hui même avec le Président URIBE. La France ne ménagera aucun effort. Vous savez, c'est à la fois pour moi très accablant et très réjouissant. Accablant, parce qu'Ingrid n'est pas libre, mais réjouissant parce qu'en même temps après cinq années où il ne s'est rien passé, six otages sont sortis. Les preuves de vie sont arrivées. Il faut qu'on arrive à libérer, à faire libérer Ingrid BETANCOURT.

QUESTION - C'est une question qui s'adresse au Président MBEKI à propos de la situation du développement des forces nucléaires en Iran. La prise de position de l'Afrique du Sud a été jusqu'à présent que l'Iran avait droit à développer le nucléaire pacifique. Est-ce encore la position de l'Afrique du Sud ? Qu'en est-il de la France ?

M. THABO MBEKI - Notre de position reste inchangée encore une fois. Nous sommes contre la prolifération des armes de destruction massive. Mais nous sommes d'accord qu'il ne s'agit pas d'empêcher un pays de se doter de capacités nucléaires à des fins pacifiques. Nous avons discuté de cela dans le cadre de la nouvelle résolution qui doit bientôt être prise auprès du Conseil de Sécurité. Nous sommes sur la même longueur d'onde. Nous sommes déterminés à lutter contre les armes nucléaires, et nous pensons qu'il faut nous en occuper de façon effective pour rassurer le monde entier tout en respectant le droit à l'utilisation pacifique du nucléaire et en luttant contre la prolifération des armes nucléaires.

LE PRESIDENT - Cher Thabo MBEKI, c'est exactement la position de la France. Je n'ai cessé d'affirmer le droit à la possession du nucléaire civil pour tous les peuples du monde, qui est l'énergie du futur. Mais là, nous sommes face à un problème de prolifération militaire et je le dis dans un pays, l'Afrique du Sud, qui en son temps a été l'un des premiers à renoncer au nucléaire militaire.

QUESTION - Monsieur le Président, est-ce que pour mettre en oeuvre votre nouvelle politique en Afrique vous envisagez soit de réduire, soit de redéployer les effectifs militaires français sur le continent ?

QUESTION - Je parlerai de cette question cet après-midi devant le Parlement d'Afrique du Sud. Et je dirai en détail ce que j'entends proposer à nos partenaires que j'ai déjà d'ailleurs tous fait contacter par une diplomatie discrète. J'annoncerai la renégociation de tous nos accords de défense en Afrique et la publication, en toute transparence, de la totalité de ces accords. Comme vous le voyez, c'est un tournant majeur. J'en ai parlé avec le Président MBEKI. Je suis persuadé que nous ne pouvons pas continuer avec des accords qui datent des années 60. Nous sommes au XXIème siècle. La France veut être davantage présente encore en Afrique. Mais elle veut être présente de façon différente. Puisque j'ai cru comprendre que vous parliez de mon discours de Dakar, de la lettre que m'avait adressée le Président MBEKI. Je veux dire au Président MBEKI que j'avais été très touché, très sensible à son appréciation, non pas parce qu'il était d'accord avec moi, mais parce qu'il s'était donné la peine de lire le discours. Madame LOISON, c'est tellement agréable qu'on se donne la peine de lire les discours. Je ne le dis pas du tout pour vous. Je le dis comme cela. Et depuis, d'ailleurs, avec le Président MBEKI nous avons poursuivi cette discussion sur ce que devait être la nouvelle relation entre la France et l'Afrique. Cela doit beaucoup aux discussions que nous avons eues. J'ai conscience que c'est un changement. C'est un changement important. Tous les chefs d'Etat concernés ont été informés. Mais je le dirai, plus en détail, c'est plus courtois pour le Président dans le cadre de mon discours cet après-midi où je ferai d'autres propositions par ailleurs.

M. THABO MBEKI - Je reste convaincu et je le répète ici que la présentation du Président SARKOZY à Dakar a soulevé un certain nombre de questions extrêmement importantes notamment que l'Afrique doit relever le défi de définir son propre avenir, que le reste du monde doit respecter le choix que fera l'Afrique, mais qu'il appartient à l'Afrique de déterminer elle-

même son propre avenir.

Effectivement, pour revenir sur le premier discours du Président SARKOZY à Dakar, il avait mentionné qu'il existe tout ces processus, la mondialisation, le marché. Et pour faire en sorte que tout cela n'aille pas à l'encontre des intérêts de l'Afrique, l'Afrique ne doit pas penser que c'est un acte de Dieu et que les Africains ne peuvent rien faire pour remédier aux injustices éventuellement provoquées par la mondialisation. Mais au contraire, il appartient à l'Afrique d'intervenir pour faire en sorte que ces processus, le marché, la mondialisation, bénéficient au continent africain pour remédier aux problèmes de pauvreté. Il appartient à l'Afrique de ne pas laisser qui que ce soit d'autre définir sa réaction à la mondialisation, mais décider de la façon de faire en sorte qu'elle aboutisse à des résultats qui permettent à l'Afrique de redresser les injustices de ce passé. En cela, il avait déclaré que la France était son allié. Et nous pensons que cela est extrêmement important. Je le répète c'est extrêmement important pour l'Afrique de comprendre à quel point nous avons besoin d'utiliser notre capacité d'intervenir pour mener à bien nos politiques de développement pour lutter contre la pauvreté. Mais il me semble que c'est tout ce débat qui avait été engagé par le discours de Dakar qui est absolument essentiel et il faut que nous en assurions le suivi.

Dans nos échanges avec le Président SARKOZY, nous avons également parlé de la controverse qui se poursuit entre la Commission européenne et les pays des ACP à propos des accords de partenariat économique. Cela est directement pertinent, effectivement. Comment est-ce qu'on peut lutter contre la pauvreté ! Les problèmes que posent les accords de partenariat économique viennent en fait, de ce dont ils sont issus ces accords, à savoir l'accord de Cotonou. Ils sont basés sur un certain nombre de concepts comme la libéralisation, la déréglementation qui, à l'époque de l'accord de Cotonou, étaient imposés à l'Afrique si on ne les respecte pas. C'était tout simplement sacrilège. Eh bien, c'est cela qui est remis en cause et dont il s'agit de reparler. Pour conclure, je suis tout à fait heureux, Monsieur le Président, de vous avoir entendu dire que vous alliez parler lors de votre discours au Parlement, cet après-midi des accords militaires de la France et que vous allez mentionner la possibilité de les revoir et de les publier. Je me réjouis d'avance d'écouter, parce que je pense effectivement que cela fait partie de la suite du processus de décolonisation en Afrique. Je tiens aussi à dire que nous avons effectivement suivi ce qui se passait en Colombie, que le sort d'Ingrid BETANCOURT nous semble extrêmement important également. Nous pensons qu'il est extrêmement important que les FARC libèrent les otages. Par le passé, l'Archevêque Desmond TUTU était aussi intervenu dans ce même but, mais malheureusement en vain. Nous sommes heureux de voir qu'il y a eu quelques progrès dans ce sens. Comme vous, nous apportons notre plein soutien au Président URIBE.